

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 25 JUIL. 2018

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par SPEI/AA

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 mai 2017 imposant des prescriptions complémentaires à la société COFELY – SERVICES GDF SUEZ pour l'établissement sis 12, rue Jean Corona à VAULX-EN-VELIN ;

VU le rapport du 25 juin 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 25 juillet 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier du 17 juillet 2018 transmis par la société COFELY – SERVICES GDF SUEZ à l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de VAULX-EN-VELIN a permis à l'inspection des installations classées de faire les constatations suivantes :

- l'efficacité du dispositif de détection gaz n'est pas optimale et ne permet pas de déterminer s'il constitue une mesure de maîtrise des risques,
- aucune mesure de cloisonnement n'a été réalisée,
- aucune mesure alternative permettant de diminuer le risque pour les tiers existants n'a été mise en place ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'apporte pas la démonstration de la mise en place de mesures de maîtrise des risques (MMR) permettant de limiter les phénomènes dangereux ;

CONSIDERANT donc que l'exploitant ne respecte pas les dispositions des articles 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2017 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société COFELY – SERVICES GDF SUEZ, dont l'établissement est situé 12, rue Jean Corona à VAULX-EN-VELIN, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2,3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2017 susvisé.

\* A cet effet, l'exploitant devra sous 3 mois :

- produire l'analyse détaillée de tous les phénomènes conduisant à des accidents majeurs ainsi que les modélisations associées (méthodes des nœuds papillon permettant d'identifier tous les phénomènes, accidents y compris résiduels ainsi que les barrières et leur probabilité ; représentation cartographique des zones d'effets par type d'effet et niveau de probabilité),
- transmettre le classement de tous les phénomènes susceptibles d'engendrer des phénomènes à l'extérieur du site,
- examiner et justifier les performances des mesures de maîtrise des risques identifiées.

Les délais ci-dessus, courent à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VAULX-EN-VELIN,
- à l'exploitant.

Lyon, le **25 JUIL. 2018**

Le Préfet,

Pour le préfet,  
le sous-préfet, chargé de mission

Michaël CHEVRIER

